

Mariton prend l'eau

LUS fort que la piscine de Brégaçon : celle de Mariton ! A ce jour, la petite ville de Crest (Drôme), 1 000 habitants, ne dispose que d'une piscine en plein air. Voilà dix ans, son maire, Gérard Mariton, bref secrétaire Etat à l'Outre-mer et soutien officiel de la Manif pour tous, a promis une nouvelle à ses administrés. Il en est à son quatrième mandat. C'est un comble de parole. Les Crestois auront, cette piscine ! Mais, attention : pas une petite piscine ! Plutôt un authentique *centre aquatique*, avec trois bassins, dont un extérieur, et à prime un hammam et un sauna. Quinze millions d'euros TTC, c'est donné, non ? Non, ont jugé des citoyens qui se sont constitués en collectif bien nommé : « Plouf ! ». Couvrir la piscine instantanément suffirait largement, sent-ils, et aurait l'avantage de ne pas saigner le budget de communauté de communes Crestois et du Pays de Sault (CCPS). Depuis, le dossier a fait quelques remous : concours d'architecture annulé pour erreurs administratives, un terrain abandonné et inondable, puis un autre sur la sellette car trop petit, qui impliquera la traversée d'une rocade pour y accéder. Mariton a donc baissé ses

préférences et revu le coût à la baisse : entre 9 et 12 millions, tout de même, avec un déficit estimé de 450 000 euros par an et une augmentation des impôts de 30 à 40 %. Interrogé par « Le Canard », le maire reste droit dans ses pampes : « Le contrat de partenariat public-privé a été rejeté, l'intercommunalité a voté plusieurs fois en faveur du projet. La démocratie n'est pas en cause dans ce dossier. » Néanmoins, les « écolo-intégristes », comme il

les appelle, brandissent un rapport de la Cour des comptes, datant du 7 février, qui établit qu'un centre aquatique c'est 640 000 euros de déficit en moyenne par an. Ils font aussi remarquer que, dans un rayon d'une trentaine de kilomètres autour de Crest, les piscines se sont multipliées et que, si la communauté de communes opte en septembre pour la construction, ce sont les comptes de la ville qui risquent de plonger les premiers.

Professeur Canardeau

Une mise en boîte de Valérie Pécresse

DANS LE CADRE de sa politique culturelle, « inclusive et ambitieuse », la région Ile-de-France, sous l'égide de sa présidente, Valérie Pécresse, a, depuis janvier, fait installer 15 « boîtes à livres » dans des gares franciliennes, avec pour (noble) objectif de « donner à tous et partout une irrésistible envie de lire ». Chacun peut librement emprunter ou déposer dans la boîte le livre de son choix.



Des livres de haut niveau.

Premier bilan, vu le montant du marché remporté par l'agence ABCD, spécialiste de l'*« ingénierie culturelle »* – 214 000 euros TTC –, chacune de ces 15 boîtes revient à... 14 266 euros ! A ce prix-là, les Franciliens vont pouvoir s'échanger des volumes de la

Pléiade. L'agence ABCD n'a pas gaspillé ses sous en bouquins : bibliothèques et médiathèques régionales ont été priées de fournir gracieusement un « fonds de lancement » de 200 livres par boîte. Il s'agira d'ouvrages « déshérités », c'est-à-dire déjà retirés des catalogues de prêt municipaux. Rien que des best-sellers, sûrement...

Selon le patron de l'agence ABCD, le prix des boîtes est parfaitement justifié : « Valérie Pécresse voulait que les boîtes se distinguent de celles qu'on voit partout, qu'il y ait un geste artistique », s'enflamme Pierre Franqueville. Et puis, il faut prendre en compte le coût de l'ingénierie d'implantation... » C'est sûr ! Résultat, trois créations ont été choisies : la « caisse de voyage », l'*« artichaut »* et la très novatrice « boîte cubique transparente » (photo ci-contre). Sauf que les caisses de voyage présentent « des problèmes de porte et de fermeture », et, surtout, les modèles en Plexiglas, installés en extérieur, « prennent l'eau en cas de pluie », souligne un bilan commandé par l'exécutif régional. Il ne faudra pas mettre le livre de comptes dedans !

Louis Colvert

NOTAIRES À TERRE

Huit notaires ont suivi un stage à l'école militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan pour se former au « développement des aptitudes managériales ». « Le Figaro » (19/6) raconte : « Le groupe doit ramper de nuit dans un tunnel de 150 mètres pour s'échapper d'un village cerné par l'ennemi. »

A leurs prisonniers éventuels, ils font signer un testament avec des honoraires ?

PAR-DELÀ LE MUR, TRUMP FÉLICITE LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE GAUCHE MEXICAIN



DRÔLES DE ZIGS

□ CHRISTIAN MONJOU, spécialiste d'histoire de l'art, conférencier multicarte, naguère professeur d'Emmanuel Macron quand celui-ci était khâgneux au lycée parisien Henri-IV, se prétend aujourd'hui « conseiller » du Président. « Le Point » (28/6) n'hésite pas à vanter la « doctrine Monjou », ainsi résumée par son auteur : « Être un chef passe par le regard. Le leadership est regard. Dites par le regard à celui qui arrive qu'il est important à vos yeux. Voilà ce qu'un leader doit exprimer. »

Hélas ! Macron aura mal compris son prof et pensé que personne n'avait un droit de regard sur sa politique.

□ IGOR ET GRICHKA BOGDANOFF, mis en examen pour « escroquerie sur personne vulnérable », ont accepté de s'en expliquer à deux journalistes... .